

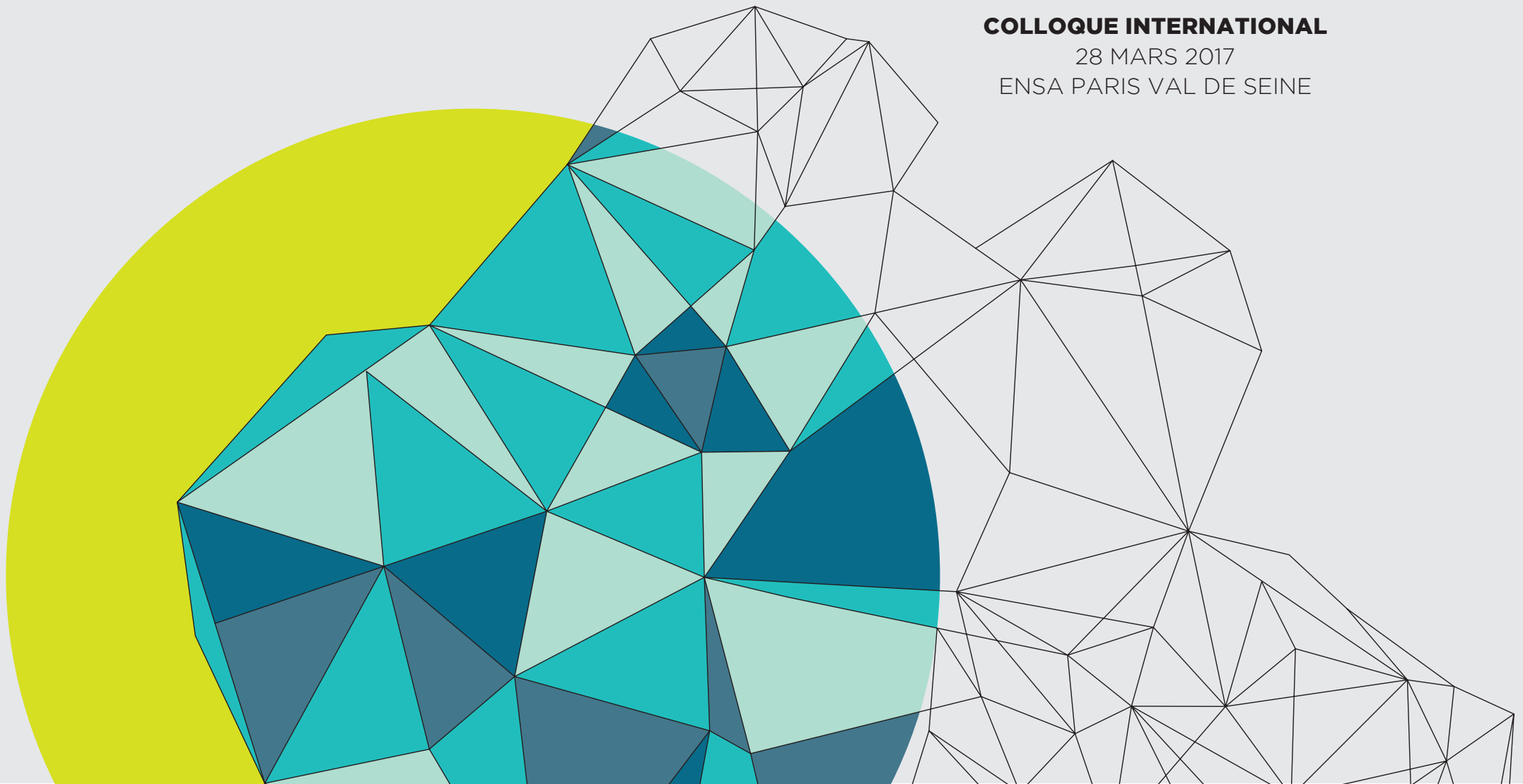
CONTRADICTIONS URBAINES #1

RECHERCHES CITOYENNES
ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

COLLOQUE INTERNATIONAL

28 MARS 2017

ENSA PARIS VAL DE SEINE



CONTRADICTIONS URBAINES #1

RECHERCHES CITOYENNES

Alors que l'urbanisation sans limite des villes et métropoles échappe chaque jour un peu plus au contrôle des systèmes étatiques, leur régulation se négocie davantage entre conglomérats financiers, collectivités locales et est tempérée et reconfigurée par les mouvements associatifs et populaires. La recomposition des systèmes de gouvernance et de production urbaine fait écho à l'ensemble des contradictions qui traversent la ville et les sociétés citadines, contradictions accentuées par la montée inexorable des métropoles. Pour en donner un aperçu, ces contradictions se situent certes entre global et local mais s'étendent aux rapports entre inclusion et éviction, mixité et ségrégation, standardisation de la production et valorisation patrimoniale, étalement urbain et développement d'une ville durable...

Ces contradictions ne sont pas le simple produit du fait urbain majoritaire. Celui-ci est en effet la résultante d'un ensemble de processus très complexes et de nouveaux assemblages à la croisée entre transformations socio-économiques, changements des modes de gestion et augmentation des revendications spécifiquement urbaines. La dérégulation étatique dans des contextes multiformes de libéralisation économique explique autant qu'elle exacerbe ces injonctions contradictoires, tandis que les formes de gouvernance participative tentent de tempérer, à l'échelle micro ou des

intercommunalités, des exigences complexes, nouvelles et mal appréhendées par les expertises et les systèmes techniques classiques.

Ce colloque est le premier d'une série à poser les contradictions urbaines comme élément clé de la mutation des systèmes urbains mais aussi des pratiques des citoyens dans un univers majoritairement urbain et globalisé au devenir incertain (économique, social, environnemental et politique...). Son ambition est de préfigurer une série de colloques sur ce thème qui intéresse autant les chercheurs que les décideurs, les professionnels ou les citoyens.

Pour la première journée de cette série, le colloque abordera les contradictions urbaines sous l'angle des relations entre conflits, pratiques collaboratives et recherches citoyennes. Les conférenciers exploreront les relations en reconfiguration rapide, changeantes, à l'interface entre l'influence des contre-pouvoirs citoyens et des mouvements sociaux et des tentatives de régulation étatique voire transnationale, en témoignent la constitution récente des Conseils Citoyens dans les quartiers prioritaires ou les chartes locales du droit à la ville prises par plusieurs villes dans le monde. En lien avec le groupe de travail sur le « collaborative housing » de l'ENHR, Réseau de recherche européen sur l'habitat, et le séminaire du Centre de Recherche sur l'Habitat, des chercheurs

européens mettront l'accent sur les pratiques d'habitat autogéré et le logement social en questionnant ces horizons alternatifs. La journée sera introduite par une conférence de Asef Bayat, penseur pionnier sur la question de la « politique de la rue ». Une table-ronde de chercheurs internationaux clôturera cette journée. Il sera question de développer des pistes pour une recherche citoyenne dans une dimension collaborative entre citoyens, universités, laboratoires et plateformes ou réseaux de collaboration multi-acteurs pour une approche critique et pragmatique des contradictions urbaines.

Ce colloque international est organisé par le laboratoire Lavue (UMR 7218 CNRS) avec le soutien du Ministère de la Culture et de la Communication BRAUP. Il rassemble des chercheurs de différents horizons scientifiques qui s'efforceront de comprendre et d'analyser les ressorts et les logiques économiques, sociales et urbaines de ces contradictions, à la lumière de toutes les disciplines qui convergent sur l'urbain : géographie, urbanisme, sociologie, anthropologie, droit, économie, histoire, architecture. La première journée de ce colloque pluri-annuel se tiendra l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture Paris Val-de-Seine.

INTERVENANTS

Asef Bayat
Claire Bénéit-Gbaffou
Darinka Czischke
Jeanne Demoulin
Micha Fedrowitz
Melissa Fernandez
Rainier Hoddé
Jérémy Louis
Khedidja Mamou
Albert Ogien
Manuel João Ramos
Anja Szypulski
Neiva Vieira da Cunha

Discutants

Cyprien Coffi Aholou
Marie Hélène Bacqué
Alessia de Biase
Barbara Casciarri
Philippe Gervais-Lambony
Anne Labit
Stéphanie Vermeersch

Participants à la table-ronde

Agnès Deboulet
Frédéric Dufaux
Eva Garcia Chueca
Romain Leclercq
Manuel João Ramos
João Whitaker

Comité d'organisation

Alessia de Biase, Sabrina Bresson, Sara Carlini, Claire Carriou, Agnès Deboulet, Stéphanie Vermeersch, Ornella Zaza

Organisation

Céline Campagne, Julie Lavayssière, Charles-Henri Rossignol



avec le soutien du
**Ministère de la Culture et
de la Communication -
BRAUP**

CONTRADICTIONS URBAINES #1

RECHERCHES CITOYENNES

ÉTAT DES LIEUX ET PERSPECTIVES

08h30-09h15

ACCUEIL

09h15-09h30

INTRODUCTION

Alessia de Biase, Agnès Deboulet,
Stéphanie Vermeersch, LAVUE

09h30-10h30

CONFÉRENCE INAUGURALE

Asef Bayat

Université de l'Illinois

« *Square and Counter-Square :
Cities of the Arab Spring* »

Discutante

Barbara Casciari

Université Paris 8, LAVUE

10h30-11h45

RECHERCHES

COLLABORATIVES-CITOYENNES : ENJEUX ET OBSTACLES

Jeanne Demoulin

Ecole d'Urbanisme de Paris, Lab'urba

« *Promouvoir l'émancipation
des « habitants » par la recherche
participative : quelles contradictions
dans la mise en œuvre ?* »

Khedidja Mamou

ENSA Montpellier, LAVUE

et Rainier Hoddé

ENSA Paris-La Villette, LAVUE

« *Recherche et pédagogie en soutien
aux initiatives habitantes : tensions et
ajustements* »

Manuel João Ramos

Université de Lisbonne, ISCTE

« *Le non-lieu du piéton : contradictions,
contrariétés et ambiguïtés dans
l'espace urbain contemporain* »

Neiva Vieira da Cunha

Université d'Etat de Rio de Janeiro,
LeMetro/IFCS-UFRJ, professeure
invitée LAVUE

« *La recherche collaborative dans
les favelas à l'épreuve des conflits
de citoyenneté* »

Discutants

Cyprien Coffi Aholou Chef du projet
de stratégie urbaine du grand Lomé

Alessia de Biase

ENSA Paris-La Villette, LAVUE

11h45-12h00

PAUSE

12h00-13h30

CONTRE-POUVOIRS CIDADINS, JUSTICE ET CO-PRODUCTION

Claire Bénit-Gbaffou

École d'architecture et d'urbanisme,
Wits University

« *Usagers co-producteurs de l'espace
public, entre néo-libéralisation
et démocratie locale. Le cas des parcs
urbains à Johannesburg.* »

Jérémy Louis

Université Paris Nanterre, LAVUE

« *Entre contre-pouvoir et concertation
organisée. Le cas de la «Table de
Quartier» du Pile, à Roubaix* »

Albert Ogien

CNRS, CEMS-EHESS

« *Le contre-pouvoir de la rue* »

Discutant

Philippe Gervais-Lambony

Université Paris Nanterre, LAVUE

MARDI 28 MARS 2017

NATIONAL SCHOOL OF ARCHITECTURE
ENSA PARIS-VAL DE SEINE

13h30-14h30

REPAS

14h30-16h15

« COLLABORATIVE HOUSING » ET INCLUSION SOCIALE : VERS UN DÉPASSEMENT DES CONTRADICTIONS ?

avec l'ENHR et le séminaire
Lieux et Enjeux du CRH

Introduction

Sabrina Bresson

ENSA Paris-Val de Seine, LAVUE

et Claire Carriou

Université Paris Nanterre, LAVUE

« *Entre-soi, mixité, accessibilité :
les contradictions de l'habitat
participatif* »

Darinka Czischke

Université de Delft

« *Vers un habitat collaboratif
abordable en Europe :
innovations architecturales et
auto-organisation* »

Melissa Fernandez

Université de Lancaster

« *L'Habitat accessible pour tous ?
Leçons des expériences londonniennes
de co-housing* »

Anja Szypulski

Université de Dortmund

et Micha Fedrowitz

Wohnbund-Beratung

« *Collaborative housing
et inclusion sociale en Allemagne* »

Discutantes

Anne Labit Université d'Orléans

Stéphanie Vermeersch CNRS, LAVUE

16h15-16h30

PAUSE

16h30-18h15

SYNTHÈSE

João Whitaker

Université de São Paulo, Lab'Hab

TABLE RONDE FINALE

Agnès Deboulet

Université Paris 8 et LAVUE

Frédéric Dufaux

Université Paris Nanterre et LAVUE

Eva Garcia Chueca

Plateforme mondiale pour le droit à la
ville, Université de Coimbra

Manuel João Ramos

Université de Lisbonne, ISCTE

Romain Leclercq

Université Paris 8, LAVUE

João Whitaker

Université de Sao Paulo, Lab'Hab

Discutante

Marie-Hélène Bacqué

Université Paris Nanterre, LAVUE

18h30-19h30

COCKTAIL

PLACE ET CONTRE-PLACE :

VILLES DU PRINTEMPS ARABE

Asef Bayat

*Asef Bayat, Professeur «Catherine et Bruce Bastian», titulaire de la chaire d'études mondiales et transnationales, enseigne la sociologie et le Moyen-Orient à l'Université de l'Illinois, Urbana-Champaign. Il a enseigné auparavant à l'Université américaine au Caire et a été directeur de l'Institut International pour l'Étude de l'Islam dans le Monde Moderne (ISIM), alors titulaire de la Chaire de Société et de Culture du Moyen-Orient Moderne à l'Université de Leiden, aux Pays-Bas. Ses domaines de recherche vont des mouvements sociaux et du changement social, à la religion et la politique, et à l'espace urbain et la politique. Ses livres récents incluent *Being Young and Muslim : Cultural Politics in the Global South and North* (avec Linda Herrera, Oxford University Press, 2010); *Post-Islamism : The Changing Faces of Political Islam* (Oxford University Press, 2013); *Life as Politics : How Ordinary People Change the Middle East* (Stanford University Press, 2013. 2ème édition). Son livre à paraître est *Revolution without Revolutionaries : Making Sense of the Arab Spring* (Stanford University Press, 2017).*

Les révoltes des années 2010 dans le Moyen Orient (du Mouvement Vert en Iran, les Printemps Arabes et les manifestations de Gezi en Turquie) ont surtout pris place dans les villes. Que nous raconte ce lieu urbain à propos des soulèvements au Moyen Orient (où plus de 40% de la population vit en zone rurale) de la relation entre urbanité et insurrection ? Quels aspects de l'urbanité font de la ville l'espace des contestations ? Et pourquoi certains lieux urbains, rues ou places, sont-ils davantage propices à la mobilisation ? Je suggère que certains paradoxes urbains sous-jacents façonnent la contestation. L'urbanité génère chez les habitants des besoins et des obligations, mais elle leur inculque également des droits et des attentes. Elle impose des contraintes sur les façons de vivre une vie urbaine tout en offrant des opportunités extraordinaires de forger et exprimer une dissidence collective. Pour illustrer ce point, je me concentrerai sur les villes de Téhéran, du Caire et de Tunis dans la dernière décennie, et particulièrement lors des soulèvements de 2011.

PROMOUVOIR L'ÉMANCIPATION DES « HABITANTS » PAR LA RECHERCHE PARTICIPATIVE :

QUELLES CONTRADICTIONS DANS LA MISE EN ŒUVRE ?

Jeanne Demoulin

*Jeanne Demoulin est sociologue et urbaniste, ATER à l'École d'urbanisme de Paris et membre du Lab'urba. Elle travaille sur la participation des habitants dans les quartiers populaires en s'appuyant sur des démarches de recherches participatives. Elle a notamment publié *La gestion du logement social, l'impératif participatif* (Presses universitaires de Rennes, 2016).*

Cette communication mettra en évidence certaines contradictions qui émergent dans la mise en œuvre de recherches participatives visant l'émancipation ou le développement du pouvoir d'agir des citoyens. On constate en effet qu'en dépit de l'objectif poursuivi, les dispositifs déployés et plus largement les manières de mener à bien les recherches peuvent rejouer les interrogations voire les impasses des dispositifs participatifs classiques, telles qu'elles ont été mises en évidence par la littérature scientifique. Ces recherches seraient-elles ainsi contradictoires, au sens où elles contribueraient à reproduire voire à diffuser des mécanismes qu'elles visent précisément à dépasser ? Dans quelle mesure ces contradictions aboutissent-elles à rendre les recherches contre-productives, au sens où elles contribueraient à diffuser ou à reproduire des logiques de domination ou d'exclusion alors même qu'elles entendent lutter contre ces logiques ? La mise au jour de ces contradictions et leur analyse permettra d'interroger les modalités selon lesquelles des recherches dites participatives peuvent effectivement contribuer à l'émancipation des citoyens. Je reviendrai pour cela sur quatre situations de recherches avec des représentants de la « société civile » et des « habitants » que j'ai accompagnées en tant qu'universitaire.

RECHERCHE ET PÉDAGOGIE EN SOUTIEN AUX INITIATIVES HABITANTES :

TENSIONS ET AJUSTEMENTS

Khedidja Mamou et Rainier Hoddé

Khedidja Mamou est maître-assistante à l'ENSA Montpellier, membre du CRH-Lavue (UMR 7218 CNRS), associée au LIFAM (Laboratoire Innovation Formes Architectures Milieux). Architecte-sociologue, elle travaille notamment sur la participation dans les projets urbains, les démarches et les pédagogies collaboratives et pluridisciplinaires, et s'intéresse principalement à l'outillage de la participation en face à face. Elle est également membre de l'association APPUII (Alternatives à des Projets Urbains Ici et à l'International) et du Réseau SUD (Situations Urbaines de Développement). Elle a notamment publié : L'appui aux habitants : étape vers une nouvelle compétence citoyenne ? (avec Agnès Deboulet, EchoGéo, n°34, 2015); « Photographie et film dans les projets urbains participatifs : mont(r)er l'image d'un habitant actif ? » (in Cuny C., Nez H., Photographie et film. Antidote à la domination politique ? Revue Participations, n°3, 2013)

Rainier Hoddé est professeur à l'ENSA Paris-La Villette et chercheur au LAVUE. Il participe aux rapprochements étudiants/habitants en tant que co-fondateur de l'association APPUII et du Réseau SUD, deux structures qui s'engagent dans la diffusion et la mise en place de démarches collaboratives soucieuses de justice spatiale. Ses travaux et publications sur les relations entre conception (Aalto, Hazan, 1998) et réception (La critique architecturale, La Villette, 2008) l'ont conduit vers la question des Qualités architecturales (J.-M. Place, 2006) et sont à l'origine d'une pratique pédagogique publiée (AEEA/AEEA, RAMAU, etc, « La conception architecturale saisie par la recherche : produire des connaissances et construire des enseignements », Archiscopie, n°8, 2016).

A travers l'exploration de dispositifs pédagogiques en soutien à des initiatives habitantes au sein de deux écoles d'architecture¹, nous proposons d'explorer des tensions ou contradictions qui peuvent représenter selon nous des obstacles à une pédagogie coopérative.

1/ L'origine du projet : ce qui le déclenche. Si les étudiants (et les professionnels ensuite) sont habitués à répondre à une commande qui vient d'en haut, il s'agit ici de voir comment partir de la demande habitante. Cela n'est pas sans poser un certain nombre de difficultés : écoute et formalisation de la demande, temporalité de la réponse (urgence et rythme universitaire), etc.

2/ Le support du projet et ses relais. La réalité à laquelle sont souvent confrontés les futurs architectes est matérielle, tangible, bâtie : le site (morphologie) versus le terrain (social, habité). Cela peut aller jusqu'au paradoxe d'un enseignement sans site.

3/L'autonomisation des étudiants : un obstacle incorporé à l'empowerment sur leur propre institution, leur école : la difficile montée en contre-pouvoir des étudiants, la tentative d'émergence d'une demande étudiante d'une pédagogie située.

Nous explorerons ensuite quelques formes d'ajustements qui renouvellent les pédagogies. L'injonction à la recherche dans les écoles d'architecture crée de nouvelles synergies : elle permet à des disciplines plus proches des réalités du terrain (Sciences Humaines et Sociales principalement) de prendre réellement part au projet d'exploration collective. De plus, elle invite à « raconter » l'enseignement (production de connaissances), ce qui contraint à une certaine objectivation (enseignement de la réflexivité). Cela produit selon nous un cadre favorable à la formation de praticien réflexif (Shön) à même de répondre à des demandes situées.

¹ Ces projets sont initiés en lien étroit avec l'association APPUII (Alternatives à des Projets Urbains Ici et à l'International), dont les intervenants sont tous deux membres co-fondateurs, qui s'attache notamment à monter des coopérations entre écoles d'architectures et habitants.

LE NON-LIEU¹ DU PIÉTON : CONTRADICTIONS, CONTRARIÉTÉS ET AMBIGUÏTÉS DANS L'ESPACE URBAIN CONTEMPORAIN

Manuel João Ramos

Manuel João Ramos, né en 1960 à Lisbonne, Portugal, est professeur titulaire agrégé du département d'Anthropologie et chercheur principal du Centre des Études Internationales, à l'ISCTE - Institut Universitaire de Lisbonne. Il est actuellement à la tête de la Bibliothèque Centrale des Études Africaines. Ses thèmes de recherches vont de la religion comparative et de la littérature orale aux recherches sur les conflits, les migrations, la mobilité urbaine et l'étude des traumatismes routiers. Il poursuit une carrière d'arts graphiques en parallèle et est impliqué dans le militantisme des ONG. Il est délégué de la Fédération Européenne des Victimes de la Route au sein de la Collaboration pour la Sécurité Routière de l'ONU, et est membre du conseil d'administration de l'Alliance Mondiale des ONG pour la Sécurité Routière.

Cette communication se propose d'examiner la sémantique des lieux et non-lieux catégoriaux auxquels se réfère la notion fluide de « piéton » dans les discours et pratiques urbanistiques contemporaines. En réfléchissant aux transformations récentes des politiques mondiales de mobilité dans l'espace urbain – et en prenant en compte la variété des réponses locales – je me propose d'étudier les tensions résultant de la confrontation entre contextes de production idéologique et usage pratique. J'essaierai de cerner les contours ambigus, voire paradoxaux, tant de l'enjeu contemporain de la mobilité urbaine que de ses parties-prenantes (et, partant, de ceux s'arrogeant le rôle de représentant des droits des piétons). Je me pencherai donc sur des études de cas de situations urbaines diverses impliquant le « piéton » pour discuter la possibilité d'encadrer les questions relatives à la mobilité urbaine dans l'optique de la contrariété relationnelle plutôt que sous celle de la contradiction.

¹ L'idée pour le titre de cette communication m'est venu de la lecture accidentelle de l'article 122-2 du Code Pénal français: « N'est pas pénalement responsable la personne qui a agi sous l'empire d'une force ou d'une contrainte à laquelle elle n'a pu résister ».

LA RECHERCHE COLLABORATIVE DANS LES FAVELAS À L'ÉPREUVE DES CONFLITS DE CITOYENNETÉ

Neiva Vieira da Cunha

Neiva Vieira da Cunha est professeure à l'Université de l'Etat de Rio de Janeiro/UERJ, chercheuse coordinatrice du Laboratoire d'Ethnographie Métropolitaine/LeMetro/IFCS-UFRJ et chercheuse affiliée au Centre d'Études des Mouvements Sociaux/CEMS-EHESS. Docteure en Anthropologie à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro/UFRJ, elle réalise ses recherches dans le domaine de l'Anthropologie Urbaine sur le thème des grands projets de rénovation urbaine et de ses impacts sociaux dans les espaces d'habitation populaire, comme les bidonvilles et les banlieues de Rio. Ses travaux de recherches plus actuels portent sur les processus de ségrégation urbaine et la spatialisation de la pauvreté, sur le conflit et les formes de mobilisation collective dans l'espace public, et sur l'anthropologie des risques et conflits environnementaux. Elle est actuellement chercheuse invitée au LAVUE UMR 7218 CNRS.

Depuis quelques années, des expériences autour de la recherche collaborative se sont multipliées, donnant lieu à une variété de conceptions et à des partenariats divers. Ces expériences révèlent des mutations importantes dans les formes d'engagement politiques et les formes d'action collective. Dans le contexte des favelas à Rio de Janeiro, elles peuvent être considérées comme une demande différenciée de participation des acteurs qui expriment leur capacité à effectivement coopérer pour faire face aux contradictions urbaines et sociales liés aux projets aménagements urbains qui les concernent et trouver de nouvelles solutions. Pourtant, ces expériences n'échappent pas aux conflits dans la mesure où elles mettent en œuvre des rapports plus symétriques entre les différents acteurs. Cette communication vise à discuter quelques expériences de recherches collaboratives dans les favelas de Rio de Janeiro, incluant enseignants-chercheurs, étudiants et ONGs, pour en discuter les défis particuliers, et pour interroger leurs implications en terme de production de savoirs et de participation citoyenne.

USAGERS CO-PRODUCTEURS DE L'ESPACE PUBLIC, ENTRE NÉO-LIBÉRALISATION ET DÉMOCRATIE LOCALE

LE CAS DES PARCS URBAINS À JOHANNESBURG

Claire Bénit-Gbaffou

Claire Bénit-Gbaffou est Professeur Associé à l'Ecole d'Urbanisme et d'Architecture de l'Université du Witwatersrand, Johannesburg. Ancienne élève de l'Ecole Normale Supérieure, agrégée de géographie, elle est chercheur au Center for Urbanism and the Built Environment Studies (CUBES) à Wits, au sein duquel elle a développé la pratique de City Studios (recherche-action à l'échelle de quartiers, en partenariat avec des groupes de résidents ou d'usagers). Elle s'intéresse à la question du changement urbain et de l'activisme local, Johannesburg étant son site d'étude privilégié. Ses enseignements et ses publications portent sur participation et démocratie locales, partis politiques et gouvernance urbaine. Elle centre ses recherches actuelles sur les pratiques de l'Etat dans la gouvernance urbaine, autour de la question des "activistes dans l'Etat", à travers deux entrées en particulier : la gouvernance des parcs publics et celle du commerce informel à Johannesburg.

La question du "partenariat" des pouvoirs publics avec des groupes d'usagers locaux, dans la gestion de parcs publics à Johannesburg, est un objet intéressant à analyser à l'aune des "contradictions urbaines" qu'il matérialise, dans leur relation avec la question de la justice spatiale. La présentation se structurera autour de trois de ces contradictions. La première porte sur l'inégale capacité (ancrée dans l'héritage de la ville d'apartheid) des groupes à s'ériger en 'partenaires' crédibles d'autorités locales peu enclines à déléguer leurs pouvoirs. La deuxième, à l'échelle micro-locale des interactions entre fonctionnaires et groupes d'usagers pour la définition de la vision du parc, explore la tension entre conflit (où la dimension raciale est tacite) et co-production réelle de l'espace public. La troisième, plus classique, porte sur le difficile équilibre entre appropriation par les résidents locaux (accrue dans un contexte néolibéral), et maintien ou développement du caractère 'public' des parcs, dans le contexte post-apartheid.

ENTRE CONTRE-POUVOIR ET CONCERTATION ORGANISÉE

LE CAS DE LA «TABLE DE QUARTIER» DU PILE, À ROUBAIX

Jérémy Louis

Jérémy Louis est, depuis octobre 2014, doctorant à l'université Paris Nanterre. Il réalise une thèse sur la question du « pouvoir d'agir » des habitants, sous la direction de Marie-Hélène Bacqué et Catherine Neveu, financée par une convention CIFRE avec la Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France (FCSF). Auparavant, il a travaillé sur la démocratie participative et la question de l'empowerment, avec notamment la rédaction d'un mémoire sur le community organizing en France en 2014. Il a notamment publié un article à ce sujet intitulé : « L'ambition démocratique du community organizing » (Mouvements, n°83, 2015)

Depuis 2014, le quartier du Pile, à Roubaix, est le théâtre d'une dynamique de mobilisation citoyenne, la « Table de Quartier ». Le principe d'une Table de Quartier est de réunir les habitants et les associations à l'échelle du quartier, pour soulever les problèmes, les colères, les envies d'agir sur le quartier, et trouver des solutions à apporter à ces enjeux. L'enjeu principal sur lequel se mobilise la Table de Quartier du Pile est le projet de réhabilitation (PMRQAD), et, surtout, les craintes liées au logement accompagnant ce projet. Or, depuis 2012, un autre acteur occupe le terrain de la participation des habitants sur ce projet : il s'agit de l'équipe de maîtrise d'œuvre urbaine, nommée « Pile Fertile ». La présente communication va s'appuyer à démontrer de quelle manière la dynamique de « Table de Quartier » va agir pour résoudre les enjeux soulevés vis-à-vis de ce projet urbain ; elle s'attachera particulièrement à décrire la façon dont elle va jouer parfois à l'intérieur et parfois en dehors des cadres de ce processus de concertation proposé par l'équipe du « Pile Fertile ». Cette confrontation de deux dispositifs participatifs de nature différente sur un même territoire fait de l'exemple du Pile un révélateur de quelques-unes des contradictions propres aux politiques participatives contemporaines.

LE CONTRE-POUVOIR DE LA RUE

Albert Ogien

Albert Ogien est directeur de recherche au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est l'auteur de L'Esprit gestionnaire (EHESS, 1995), Les formes sociales de la pensée (Armand Colin, 2007), Les Règles de la pratique sociologique (PUF, 2007) et Sociologie de la déviance (PUF, 2012). Il a publié, avec Louis Quéré, Les moments de la confiance (Economica, 2006). Plus récemment, il a publié, avec Sandra Laugier, Pourquoi désobéir en démocratie? (La Découverte, 2010) et Le principe démocratie (La Découverte, 2014). Il poursuit également ses recherches sur le phénomène gestionnaire (Désacraliser le chiffre, Quæ, 2013).

La rue est redevenue un lieu politique majeur avec l'effervescence protestataire qui s'est emparée du monde à la suite des insurrections civiles de Tunis et du Caire, puis des occupations de places à Madrid, New York, Londres, Kiev, Hong Kong, Ouagadougou, Paris ou Bucarest. Une nouvelle forme d'action politique a alors imposé sa légitimité : le rassemblement, c'est-à-dire la rencontre fortuite d'un ensemble de citoyens décidés à exprimer leur rejet de la manière dont les gouvernants exercent la fonction politique qui leur a été confiée. Cette forme d'action politique est originale en cela qu'elle refuse ostensiblement l'encadrement des partis et des syndicats ; s'organise sans chef, sans programme et sans stratégie ; ne vise pas la conquête du pouvoir ; respecte des mots d'ordre unanimistes ; affiche la non violence comme mode d'action ; et veille à abolir toute hiérarchie entre les personnes qu'elle réunit. Une autre caractéristique des rassemblements est le fait qu'ils se mobilisent autour d'un slogan unique : démocratie - terme qui est devenu une formule attrape-tout qui sert d'étendard à toutes sortes de demandes s'articulant autour de deux exigences : l'égalité et l'autonomie des citoyens. Cette communication posera la question de la légitimité et de l'efficacité du rassemblement, en considérant l'émergence du "citoyen insurgé" et la manière dont un "contre-public subalterne" se transforme en force politique autonome.

ENTRE-SOI, MIXITÉ, ACCESSIBILITÉ :

LES CONTRADICTIONS DE L'HABITAT PARTICIPATIF

Sabrina Bresson et Claire Carriou

Sabrina Bresson est sociologue, maître-assistante à l'ENSA Paris-Val de Seine et membre du Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH-LAVUE). Ses travaux portent sur la réception sociale de l'architecture et les évolutions des pratiques habitantes. Ses recherches récentes s'intéressent plus particulièrement aux expériences d'« habiter autrement » (écohabitat, habitat participatif, communautaire, mobile). Elle a publié plusieurs articles sur le renouveau de « l'habitat participatif » en France, dont : « L'habitat participatif en France, une alternative sociale à la « crise » ? » (Cahiers COST, n°5, 2016) ; « Diversity of self-managed co-housing initiatives in France » (avec S. Denêfle, Urban Research & Practice, n°8, 2015).

Claire Carriou est maître de conférences en aménagement, urbanisme et études urbaines à l'université Paris Nanterre et membre du laboratoire Mosaïques-LAVUE. Ses recherches actuelles s'intéressent principalement aux propositions participatives d'habitat qui émergent en France et en Europe. Elle a publié plusieurs travaux sur ce sujet dans les revues Espaces et Sociétés, Lien social et Politiques ou encore Socio-anthropologie. Avec Darinka Czischke (TU Delft) et Richard Lang (University of Linz), elle coordonne l'atelier « Collaborative Housing » de l'ENHR (European Network of Housing Research).

Le renouveau de « l'habitat participatif » en France dans les années récentes a fait l'objet de recherches diversifiées qui mettent en évidence le potentiel des pratiques collaboratives et de la participation dans le champ de l'habitat. Néanmoins, le risque que « l'habitat participatif » reste à la marge ou à destination de quelques privilégiés est une critique récurrente, car le coût social qu'il implique, en termes de ressources culturelles, d'engagement et de temps, exclut quasi-mécaniquement les populations qui éprouvent le plus de difficultés à se loger. Après les initiatives pionnières de groupes auto-formés d'habitants militants, de plus en plus de partenariats originaux se développent. L'intérêt croissant des collectivités locales et du mouvement HLM pour ce type d'opérations pourrait-il favoriser le développement de projets d'habitat participatif plus accessibles et/ou plus mixtes ? Y a-t-il un avenir en France pour « l'habitat participatif » dans le cadre du logement social ? Quels sont les enjeux pour les bailleurs ? Quels types de montage et de partenariats ? L'accompagnement professionnel de ces projets doit-il être spécifique ? Comment les pratiques collaboratives initiées par les habitants rencontrent-elles celles des professionnels ? Quels similitudes/différences avec les autres expériences européennes ?

VERS UN HABITAT COLLABORATIF ABORDABLE EN EUROPE :

INNOVATIONS ARCHITECTURALES ET AUTO-ORGANISATION

Darinka Czischke

Darinka Czischke est enseignante-chercheuse à l'université technique de Delft. Elle est spécialiste du logement social et du logement abordable dans une perspective internationale comparée. En 2014, elle a reçu la Delft Technology Fellowship pour développer son propre programme de recherche sur le «logement collaboratif», l'innovation sociale et la coproduction dans le logement. En collaboration avec Claire Carriou, en novembre 2015, elle a cofondé le groupe de travail «Collaborative Housing» au sein du réseau européen pour la recherche sur le logement (ENHR), qu'elles coordonnent conjointement avec Richard Lang.

La réémergence du logement collaboratif peut être considérée, dans une large mesure, comme une réponse à la «crise» structurelle des systèmes de production des logements sociaux et abordables, ainsi qu'à l'incapacité apparente des acteurs concernés de fournir des logements répondant aux besoins actuels d'une part croissante de la population. L'habitat collaboratif présente de nombreux exemples d'innovation sociale en termes de conception participative et une opportunité d'économiser des coûts aussi bien en termes de construction que d'entretien des logements. Les décisions collectives sur la conception et la construction peuvent avoir un impact majeur sur l'accessibilité du projet. Parallèlement, les approches architecturales mettant l'accent sur l'économie de l'espace comme moyen de réaliser un logement abordable connaissent un renouveau. Dans cette présentation, je discuterai du potentiel d'auto-organisation et des approches architecturales innovantes pour contribuer au logement abordable dans le contexte européen. Pour ce faire, je me concentrerai sur l'interaction entre l'auto-organisation collective et le design, en vue d'évaluer si et comment cette interaction contribue à faire du logement collaboratif une alternative abordable au logement général en Europe. Je présenterai les bases d'un cadre conceptuel élaboré conjointement avec l'architecte Sara Brysch à la TU Delft, qui propose une approche à deux niveaux de l'abordabilité du logement, à savoir : les facteurs «macro» ou contextuels (réglementaires, économiques et sociétaux) et les facteurs au niveau du projet. Dans ce cadre, nous nous concentrons sur le niveau du projet, en nous appuyant sur les théories de l'auto-organisation collective dans le logement, et des approches architecturales (par exemple l'Existenzminimum, le logement incrémental et la conception ou design collective).

L'HABITAT ACCESSIBLE POUR TOUS ?

LEÇONS DES EXPÉRIENCES LONDONIENNES DE CO-HOUSING

Melissa Fernández

Melissa Fernández Arrigoitia est maître de conférences à l'université de Lancaster, au département « Futurs urbains ». Elle aborde les problématiques du logement dans une perspective interdisciplinaire et propose une géographie critique du logement dans le Nord et le Sud. Elle a récemment codirigé les ouvrages « Geographies of Forced Evictions : Dispossession, Violence, Resistance » (Palgrave, 2017) and « Social Housing in Europe » (Wiley, 2015).

Le marché du co-housing au Royaume-Uni se développe à la fois au niveau local et national et constitue un secteur de niche. Mais pour comprendre cet intérêt croissant et évaluer sa durabilité à travers le temps, il importe de le contextualiser et de le mettre en relation avec d'autres dynamiques telles que : les initiatives politiques et financières favorisant les projets dans lesquels s'impliquent les habitants ; les inquiétudes croissantes concernant la crise du logement ; le tournant politique conservateur vers le localisme et l'austérité ; l'émergence d'une réponse citoyenne qui consolide le secteur collaboratif du logement. Ma présentation sur l'habitat collaboratif à Londres s'inscrit dans cet arrière-plan de contradictions urbaines. Il s'agit de comprendre de quelle manière les questions d'accessibilité et d'inclusion sociale sont ou peuvent être incorporées dans les politiques du logement collaboratif émergeant à Londres. Je m'appuierai sur deux études de cas – un groupe en formation et un autre qui vient d'emménager – pour réfléchir aux capacités de cette forme alternative de logement à produire un environnement urbain plus juste.

«COLLABORATIVE HOUSING» ET INCLUSION SOCIALE EN ALLEMAGNE

Anja Szypulski et Micha Fedrowitz

Anja Szypulski est chercheuse à la faculté d'aménagement du territoire et d'urbanisme de l'université de Dortmund en Allemagne. Elle travaille sur le marché et les politiques du logement, et plus particulièrement sur l'habitat social et le cohousing. Elle a publié récemment « Co-Housing - Abundant Potential for Sustainable Housing and Neighborhood Development » (in Albiez, Marius et al., Designing Sustainable Urban Futures, Karlsruhe, 2016)

Micha Fedrowitz a étudié l'aménagement du territoire et l'urbanisme. Il est consultant et chercheur au WohnBund-Beratung à Bochum en Allemagne. Ses principales thématiques de recherche concernent le développement et l'accompagnement de projets de cohousing et le renouvellement urbain. Il a publié récemment « Cohousing in Germany » (in Wohnbund EV, Europe-Cooperative Housing, Jovis, 2015).

L'habitat collaboratif est l'objet de discussions depuis 30 ans en Allemagne. Durant cette période, de nombreux projets ont été menés, présentant des caractéristiques diverses aussi bien du point de vue des motivations des groupes, que de leur constitution sociale ou des formes juridiques retenues. On observe une diversité de cas : projets écologiques et sociaux ; projets pour familles, femmes ou personnes vieillissantes ; projets qui intègrent des activités professionnelles ; projets en copropriété, en coopérative ou en location.

Bien que n'étant pas spécifique au co-housing, la question de l'inclusion sociale versus exclusion ou gentrification est souvent discutée dans ces projets qui font de la mixité une valeur fondamentale.

Cette présentation reviendra sur le développement actuel du co-housing en Allemagne et son articulation aux politiques du logement. Quels sont les instruments et stratégies mis en œuvre pour favoriser l'inclusion sociale ? Quelles en sont les limites ? Malgré son potentiel, le modèle du co-housing ne peut pas répondre à toutes les exigences, il importe néanmoins d'améliorer ses conditions de réalisation.

Cyprien Coffi Aholou

Enseignant-chercheur à l'Université de Lomé, Cyprien Coffi Aholou enseigne la sociologie urbaine. Il est également chef du projet grand Lomé à l'Agence d'exécution des travaux urbains au Togo (AGETUR-Togo). A ce titre, à la suite de la Stratégie de développement urbain (grand Lomé Horizon 2030), il coordonne actuellement l'élaboration du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme du grand Lomé (SDAU GL).

Marie-Hélène Bacqué

Marie-Hélène Bacqué est professeure en études urbaines à l'université Paris Nanterre (UMR 7218 - LAVUE, laboratoire Mosaïques). Elle travaille sur les transformations des quartiers populaires et la démocratie urbaine en France et aux États-Unis. Elle a, dans ce cadre, co-rédigé un rapport sur la participation dans les quartiers populaires remis à François Lamy, alors ministre de la Ville, en juillet 2013. Elle a publié récemment : Mixité sociale, et après ? (avec Eric Charmes, PUF, 2016), ainsi que L'empowerment, une pratique d'émancipation (avec Carole Biewener, La Découverte, 2012).

Alessia de Biase

Alessia de Biase est architecte, docteur et HDR en Anthropologie. Elle fait partie de la direction collégiale de l'UMR LAVUE (7218 CNRS) et est responsable scientifique de l'équipe LAA (Laboratoire Architecture Anthropologie) qui appartient à la même UMR et enseigne à l'ENSA Paris-La Villette depuis 2004. Elle propose une anthropologie de la transformation urbaine vu comme un processus spatio-temporel dont la production physique de l'espace s'entrelace continuellement aux récits d'acteurs qui la pensent, la gouvernent et l'habitent. Parmi ses dernières publications : numéro monographique dédié à Patrick Geddes (Espaces et Sociétés, n°167, 2016), et Hériter de la ville. Pour une anthropologie de la transformation urbaine (Donner Lieu, 2015).

Barbara Casciarri

Barbara Casciarri, Maître de Conférences à l'Université Paris 8, membre du LAVUE, a conduit ses recherches en anthropologie économique et politique auprès des groupes pastoraux du Soudan (1989-2016), sur les nomades berbères et les agriculteurs arabes au Maroc du Sud-Est (2000-06). Elle a coédité « Pastoralists under pressure in present-day Sudan » (Nomadic Peoples, 2009); « Anthropologie et eau(x) » (Journal des anthropologues, 2013) et Multidimensional Change in Sudan 1989-2011. Reshaping Livelihoods, Conflicts and Identities (Berghahn, 2015). Elle a coordonné deux programmes ANR au Soudan sur la gestion sociale de l'eau et l'anthropologie juridique en contexte musulman. Ses recherches actuelles portent sur les reconfigurations urbaines après l'indépendance du Sud Soudan dans un quartier multiethnique de Khartoum, et sur les 'socio-natures' et les processus d'urbanisation dans la périphérie de l'Est parisien.

Agnès Deboulet

Agnès Deboulet est sociologue et urbaniste, professeure à l'Université Paris 8 Vincennes Saint-Denis et membre du LAVUE (équipe AUS), qu'elle co-dirige depuis 2015. Ses thèmes de recherche portent sur les compétences et savoirs citoyens en particulier dans des sites en renouvellement urbain en France et dans les quartiers précaires au Moyen-Orient. Ses dernières publications comprennent *Repenser les quartiers précaires* (AFD, 2016) ; elle a également coordonné en 2016 le rapport CGLU pour Habitat III (Cités et Gouvernements Locaux Unis) intitulé *Le rôle des aires métropolitaines dans l'agenda mondial des gouvernements locaux et régionaux pour le 21ème siècle*.

Frédéric Dufaux

Frédéric Dufaux est maître de conférences à l'Université Paris Nanterre. Géographe-urbaniste, co-responsable de l'axe Justice et Inégalités de l'UMR Lavue, et co-rédacteur en chef de la revue bilingue *Justice Spatiale | Spatial Justice*, il travaille sur les grands ensembles, la justice spatiale, la marche en banlieue, actuellement surtout dans l'agglomération parisienne. Il a notamment publié avec Pascale Philifert, *Justice spatiale et politiques territoriales* (Presses Universitaires de Paris Nanterre, 2013) et avec Annie Fourcaut, *Le monde des grands ensembles* (Créaphis, 2004).

Eva Garcia Chueca

Eva Garcia Chueca est chercheuse au Centre des Etudes Sociales (Université de Coimbra) et membre de la Plateforme Globale du Droit à la Ville. Elle est diplômée des Droits de l'Homme et de la Démocratisation. Elle coordonne depuis plusieurs années le Comité pour l'Inclusion Sociale, la Démocratie Participative et les Droits de l'Homme des CGLU.

Philippe Gervais-Lambony

Philippe Gervais-Lambony est enseignant-chercheur à l'Université Paris Nanterre. Géographe, membre de l'IUF, il travaille sur les processus d'identification territoriale, la justice spatiale et les cultures citadines dans les villes africaines, en particulier en Afrique du Sud et au Togo. Il a récemment co-dirigé l'ouvrage *La justice spatiale et la ville, regards du Sud* (Karthala, 2014) et publié "La justice spatiale pour re-visiter l'Afrique du Sud métropolitaine" (*Annales de Géographie*, février 2017).

Anne Labit

Anne Labit est maître de conférences en sociologie à l'université d'Orléans et chercheuse au laboratoire CITERES (CNRS/université de Tours). Ses travaux de recherche portent sur les nouvelles formes d'habitat, participatives et solidaires, en France et en Europe. Elle a récemment publié « Self-managed co-housing in the context of an ageing population in Europe » (*Urban Research & Practice*, n°8, 2015).

Romain Leclercq

Romain Leclercq est doctorant en sociologie au laboratoire LAVUE et enseignant à l'université Paris 8. Il a travaillé sur les processus de rénovation urbaine des quartiers populaires en région parisienne et mène actuellement une thèse sous la co-direction d'Agnès Deboulet et Armelle Choplin sur les risques d'éviction, l'usage politique des inondations et les mobilisations habitantes dans les quartiers informels de Dakar et d'Accra (Sénégal et Ghana).

Stéphanie Vermeersch

Stéphanie Vermeersch est directrice de recherche au CNRS, au sein de l'unité mixte de recherche LAVUE (Laboratoire Architecture Ville Urbanisme Environnement) qu'elle co-dirige depuis 2015. Elle travaille actuellement sur les mobilités résidentielles des habitants en région parisienne, et s'intéresse dans ce cadre aux « classes moyennes », à leur mode de cohabitation avec les classes populaires, à leurs pratiques sociales de façon générale. Elle a publié récemment « Des territoires entre ascension et déclin : trajectoires sociales dans la mosaïque périurbaine » (avec Marie-Hélène Bacqué, Eric Charmes et Lydie Launay, *Revue Française de Sociologie*, 2016) ainsi que « Paris et «La France moche» : retour sur une relation problématique » in *Nouvelles relégations territoriales* (E. Benbassa et J.-Ch. Attias (dir), éd. CNRS, 2017).

João Whitaker

João Sette Whitaker Ferreira est professeur-chercheur à la Faculté d'Architecture et Urbanisme de l'Université de São Paulo, où il est associé au Laboratoire sur le logement et les établissements humains - LabHab, qu'il a coordonné entre 2008 et 2015. Architecte-urbaniste et économiste de formation, avec un diplôme en sciences politiques (Mestrado) et un Doctorat en Urbanisme (prix de meilleure thèse en 2005), il travaille sur les thématiques de la précarité urbaine, de la justice spatiale, des politiques de logement et des dynamiques de production de l'espace urbain dans le contexte du sous-développement. Il a publié les livres « São Paulo : le mythe de la ville-globale » (2007) et « Produire des logements ou construire des villes : les défis d'un nouveau Brésil urbain » (FUPAM, 2012). Il a été Secrétaire Municipal au Logement de la Ville de São Paulo durant l'année 2016.



Université
Paris Nanterre

UNIVERSITÉ
PARIS 8
VINCENNES-SAINT-DENIS

uol
UNIVERSITÉ
PARIS LUMIÈRES



ensa paris
la villette

heSam
université

PARIS
VAL DE
SEINE

COMITE SCIENTIFIQUE

Marie-Hélène Bacqué
Sabrina Bresson
Alessia de Biase
Rosa De Marco
Agnès Deboulet
Frédéric Dufaux
Philippe Gervais-Lambony
Alain Guez
Claudette Lafaye
Ioana Iosa
Hélène Nessi
Aurélie Quentin
Anaïs Leblon
Stéphane Tonnelat
Neiva Vieira da Cunha
Stéphanie Vermeersch

